

un rôle à jouer pour que nous puissions vivre dans un environnement propre et sain, aujourd'hui et demain.

En conclusion, dans son discours du Trône, le gouvernement du Canada a démontré et réaffirmé son attachement à l'unité nationale, à la prospérité économique et aux Canadiens. Les défis que le gouvernement et le pays doivent relever sont très grands, mais d'autres pays doivent aussi relever les mêmes. D'autres pays encore ont d'autres défis à relever, notamment celui de la violence, comme nous le voyons en Amérique du Sud et en Union soviétique. En regardant ailleurs, nous nous rendons compte que nous vivons dans un pays magnifique. Mais il nous reste encore beaucoup à accomplir, et les défis sont immenses. Nous ne pourrions pas relever ces défis si nous sommes désunis.

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre, s'il vous plaît. Le temps qui vous est alloué est écoulé. Le député d'Ottawa-Centre a cinq minutes pour une question ou un commentaire.

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord féliciter le député pour la qualité de son exposé.

Dans son discours, il a comparé brièvement la situation du Canada à celle des autres pays et a souligné l'importance de l'éducation ainsi que de la recherche et du développement pour améliorer cette situation. Ces observations sont excellentes.

J'aimerais ajouter une dimension à l'ensemble du débat, à savoir la question de la productivité, qui a été soulevée à intervalles réguliers au cours des discussions. On peut consacrer tout l'argent qu'on veut à l'éducation, ainsi qu'à la recherche et au développement, mais cela n'améliorera pas automatiquement la productivité. Celle-ci ne s'améliorera, ici au Canada, que si nous arrivons à éliminer les barrières qui existent entre les provinces et à assurer des débouchés aux sociétés et aux entreprises qui produisent des biens.

L'une des raisons pour lesquelles les produits canadiens sont plus chers que les produits américains ou étrangers, c'est que de nombreuses entreprises qui produisent ces biens, n'en produisent qu'en petites quantités. Prenons une entreprise par exemple qui fabrique des chaises, des assiettes, des stylos ou des crayons pour un marché local—disons, par exemple, que le marché peut

absorber 100 000 stylos ou 100 000 assiettes; c'est donc la quantité d'articles qu'elle produira. De leur côté, d'autres entreprises ont peut-être des marchés plus étendus et en produisent 500 000 exemplaires ou un million.

• (1240)

Le prix à l'unité se trouvera donc réduit, réduction dont bénéficiera le consommateur.

J'aimerais savoir ce que mes collègues pensent de l'élimination des barrières entre les provinces et du fait que 1995 est une échéance très lointaine qu'il faudrait avancer.

M. O'Kurley: Monsieur le Président, je voudrais remercier mon collègue d'Ottawa de me poser une question aussi profonde. Il est évident que les obstacles au commerce entre les provinces ralentissent notre croissance économique. Un certain nombre de mesures permettraient de résoudre ce problème.

Nous pourrions éliminer certains obstacles. Nous pourrions supprimer les politiques qui favorisent les fournisseurs d'une province au détriment des producteurs des autres provinces dont les coûts sont moins élevés. Nous devons éliminer les règlements qui font qu'il est souvent plus simple pour les producteurs de vendre leurs produits à l'étranger que dans les provinces voisines. Nous devons faire disparaître les politiques d'emploi qui donnent la préférence aux résidents d'une province au détriment de ceux des autres provinces. Nous devons aussi supprimer les normes professionnelles qui limitent les occasions d'emploi pour les résidents des autres provinces.

On a évalué récemment à environ 500 le nombre d'obstacles au commerce interprovincial, au Canada. Le but du gouvernement est de faire disparaître les obstacles au commerce des produits et des services ainsi qu'aux investissements entre les provinces d'ici 1995 pour que le Canada puisse devenir un seul marché intégré.

Les économies que la création d'un tel marché ferait réaliser aux contribuables et aux consommateurs pourraient s'élever à 6 milliards de dollars, soit environ 1 000 dollars par année pour un ménage de quatre personnes. De plus, aujourd'hui, les investissements et la technologie franchissent facilement les frontières internationales, les marchés pour les produits et les services sont spécialisés et les décisions en matière de production se prennent à une échelle mondiale.